



Plus de 100 suicides depuis le classement de notre plainte par un procureur !!!

En septembre 2019 nous avons déposé [une plainte](#) sur le modèle de celle victorieuse des agents de France Télécom / Orange, la Police nationale étant endeuillée pour la 100^{ème} fois depuis que Monsieur Morvan était Directeur Général de la Police Nationale. Mais le procureur de la République a décidé de la classer sans suite en deux mois. [Un procureur aux ordres du pouvoir exécutif](#) comme l'a rappelé le président de la République Emmanuel Macron. Est-ce que des suicides de policiers auraient pu être évités sans la complaisance de ce procureur ?

Aujourd'hui 1^{er} février 2022 et plus de 100 nouveaux suicides plus tard, force est de constater que

- Les ordres donnés aux chefs de service de faire preuve d'empathie ;
- Les barbecues conviviaux ;
- Le numéro vert du ministre de l'Intérieur Christophe Castaner ;
- Le second numéro vert du ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin ;

N'étaient que de la com', comme nous l'avons à chaque fois dénoncé.

Mais il ne fallait pas dénoncer.

Pour l'avoir fait Gérald Darmanin a envoyé notre secrétaire général Alexandre Langlois en [conseil de discipline](#), avant de le révoquer contre l'avis du dit conseil. Le tribunal administratif a [suspendu cette révocation](#) et le [Conseil d'Etat a confirmé](#) la décision des juges de 1^{ère} instance. Cependant Gérald Darmanin n'est pas à un acte illégal près, il a décidé de menacer notre secrétaire général de radiation et de lui suspendre son salaire. Un [recours pour harcèlement moral](#) au travail a été déposé. Si un mandat syndical protège, imaginez comment les policiers du quotidien peuvent être broyés par leur propre institution, dans le silence et l'indifférence.

Mais ne fallait pas dénoncer.

Nous avons voulu organiser un [rassemblement en mémoire de notre collègue Aurélia](#) avec l'association Hors-Service, le syndicat FPIP et l'association FFOC. Avant de se suicider notre collègue avait couché par écrit ces terribles mots :

« Ils diront que ce sont mes problèmes personnels, mais ce qui m'a fait sombrer c'est la hiérarchie, l'absence totale de soutien et le plaisir de m'enfoncer encore plus. »

Toutes ces organisations voulaient honorer ses dernières volontés :

« Ma hiérarchie m'a tuée, ne les laissez pas s'en sortir les mains propres. »

Mais ce fut le seul rassemblement qui fut [interdit par le préfet de Police](#) ce jour-là...

Le ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin a réuni les syndicats habituels de la cogestion pour proposer un nouveau plan : le recrutement de 20 psychologues.

Une nouvelle action de communication à bas coût, la vie des policiers ne valant vraiment pas cher aux yeux de nos politiques.

Il y a déjà des psychologues dans la Police nationale, mais personne ne veut passer pour un « faible » en allant se faire aider, quand les policiers ne subissent pas directement des pressions hiérarchiques pour ne pas avoir recours à ce service.

Enfin des milliers policiers veulent quitter une institution, en laquelle il ne croit plus, mais ils veulent la quitter dignement. Mais le ministère de l'Intérieur les garde de force [en refusant les ruptures conventionnelles demandées](#). Il est vrai que budgétairement un policier mort coûte moins chère que de payer une rupture conventionnelle. Budgétairement oui, mais humainement ?

Pourtant les solutions sont connues : il faut juste une volonté politique !

Voici quelques pistes :

- Un suivi psychologique OBLIGATOIRE tous les trimestres pour les personnels.
- Supprimer la médecine statutaire, pour une médecine de prévention indépendante.
- Que le ministère de l'Intérieur, notre employeur, prenne en charge comme il est obligé légalement, tout ou une partie de notre mutuelle, comme cela est appliqué dans le reste de la fonction publique.
- D'étendre le nouveau cycle horaire, permettant d'avoir un week-end sur deux à tous les collègues, en renforçant les services en conséquence. Ce cycle permet de plus une meilleure formation.
- Mettre fin à l'accumulation des heures supplémentaires, nous avons besoin de repos.
- Avoir un système de mutations et d'avancements transparents, prenant en considération des critères objectifs et chacun ait connaissance du motif de refus et privilégier les mutations à caractère social par rapport aux mutations « *ponctuelles* » des syndicats dits représentatifs.
- Qu'on puisse bénéficier du 75% SNCF, comme nos collègues militaires, pour que ceux qui sont éloignés géographiquement de leur famille. Nous ne parlons pas de l'organisation de travail dissimulée mise en place par le ministère de l'Intérieur et la SNCF, pour avoir des policiers en position d'activité dans les trains, sans être payé...
- Proposer des crèches pour nos enfants en adéquation avec nos horaires, même si nous devons faire des heures supplémentaires, y compris la nuit ou le week-end, etc.
- Mettre fin au détournement de la procédure disciplinaire, qui permet de nombreuses fois d'accentuer le harcèlement moral au travail.

Pour aller plus loin, Monsieur Darmanin peut relire la lettre que nous envoyons à tous les ministre de l'Intérieur quand ils prennent leurs fonctions depuis Gérard Collomb et que l'on peut retrouver ici : <https://vigimi.fr/f/actualites-fr/entry/lettre-ouverte-a-monsieur-le-ministre-de-l-interieur-concernant-les-suicides-au-sein-de-la-police-nationale>

Le premier tueur de flic en France est l'institution Police nationale elle-même, comme le reconnaissait l'ex directeur général de la Police nationale sur France 2 : « *l'explication n'est pas conjoncturelle, elle est structurelle.* »